

## **Rapport du Conseil autochtone de la région Maritimes-Atlantique du SCFP et Conseil national des Autochtones**

L'année 2025-2026 a été une période de réflexion et de croissance.

Je siége à titre de co-présidente du CAMAC; de plus, j'ai été nommée au Conseil national des Autochtones pour un autre mandat de deux ans. C'est un privilège de siéger avec d'autres militants autochtones du SCFP d'un océan à l'autre.

Le Conseil national autochtone continue d'appuyer Bridget Tolley, fondatrice de Familles de Sœurs par l'esprit. À titre de membre du CAN, j'ai pu appuyer Bridget Tolley sur la colline du Parlement à Ottawa alors qu'elle tenait une vigile pour les femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones disparues et assassinées.

Pourquoi le CAN et CAMAC appuient Bridget Tolly? Puisque le dernier rapport des 231 appels à la justice issus de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : seulement 2 sont entièrement complétés, environ 138 sont "en cours" (ou mis en œuvre), environ 82 sont encore en suspens/ou ne sont pas encore entamés. La crise n'est pas accidentelle ou individuelle – elle est systémique, actuelle et enracinée dans la violence coloniale. Elle exige un changement profond et structurel piloté personnellement par les peuples autochtones. L'Enquête a établi que la violence constituait : un genre de génocide – spécifiquement « un génocide basé sur la race » contre la population autochtone, incluant les Premières Nations, Inuit et Métis », entraîné par des systèmes et politiques coloniales.

Au cours de la dernière année, les communautés des Premières Nations dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont ressenti de profondes souffrances et des pertes – fardeaux qui ne sont pas nouveaux mais faisant partie d'une tendance courante enracinée dans les systèmes coloniaux. Des familles et des Nations ont été ébranlées par le décès de deux membres alors que des vérifications de bien-être ont été effectuées par la GRC – des interventions qui devaient assurer la sécurité mais qui se sont terminées en tragédie. Ces pertes ravivent une réalité de longue date: les peuples autochtones continuent de subir des préjudices dans les interactions avec les systèmes de police, avec une imputabilité limitée et peu de changement significatif.

D'un point de vue autochtone, il ne s'agit pas d'incidents isolés – ils sont liés à de vastes antécédents de surveillance excessive, de racisme systémique et de perturbation des moyens par lesquels les Autochtones se soucient les uns des autres. L'appel des communautés ne réclame pas seulement l'imputabilité mais une transformation ancrée dans le respect, l'autodétermination et les approches enracinées dans la culture pour le bien-être et la sécurité.

En riposte à ces préjudices urgents et courants, CAMAC a présenté une résolution d'urgence réclamant une action immédiate pour dénoncer ces injustices.

Le CAN et CAMAC continue d'appuyer la campagne "*L'eau, c'est la vie*". J'ai écrit une lettre au nom de CAMAC appuyant la grève de la section locale 830 de l'IPE, eaux et égouts. Josie Gallant a présenté la lettre à la section locale.

La campagne du SCFP "*L'eau, c'est la vie*" est importante puisqu'elle lie les droits des autochtones, les services publics et la justice environnementale – et fait des pressions pour une imputabilité réelle où les gouvernements ont longtemps échoué.

L'expression "L'eau, c'est la vie" provient de la vision du monde autochtone qui reconnaît que l'eau est sacrée, vivante et relationnelle – et non une marchandise. La campagne du SCFP s'harmonise avec ceci en reconnaissant que l'eau est un droit de la personne, la responsabilité de protéger l'eau pour les générations futures et le leadership des communautés autochtones envers la protection de l'eau.

Par cette campagne, le gouvernement est tenu responsable. Le SCFP fait des pressions auprès des gouvernements pour qu'ils cessent les avis d'ébullition à long terme, qu'ils investissent dans les systèmes d'eau publics (non privés) et qu'ils respectent la souveraineté et les prises de décisions par les Autochtones.

**La campagne réaffirme que l'accès à l'eau potable n'est pas une option, il s'agit d'une obligation morale et légale.**

CAMAC continue de publier les enjeux importants sur *Facebook*. Cette année, nous avons endossé la campagne de Debra Merrier, vice-présidente à la diversité. CAMAC a participé activement à la campagne contre le racisme du SCFP. Josie Gallant, membre de l'IPE, a été interviewée par "SCFP PARLER" de l'Atlantique. Au cours de la dernière année, CAMAC a été demandé pour réviser la reconnaissance de territoires autochtones dans les ententes négociées.

J'ai participé dans une campagne nationale pour présenter les membres du CAN :

<https://cupe.ca/mary-guptill-moving-indigenous-people-forward>

La Commission de vérité et réconciliation du Canada a développé 94 appels à l'action. La réconciliation n'est pas seulement un écrit, il s'agit de quelque chose que nous adoptons et vivons. Alors je vous demande: quel est votre 95<sup>e</sup> appel à l'action? Quels enseignements adopterez-vous? Quelles sont les responsabilités que vous ferez progresser? Quel sera votre héritage pour ceux de demain?

Personnellement, mon appel à l'action est de vivre en harmonie – guidée par l'esprit, ancrée dans nos enseignements, et responsable envers mes proches. Je m'efforce de marcher doucement et intentionnellement, afin d'être une bonne ancêtre, gardant toujours en tête les sept prochaines générations et le chemin que nous traçons pour eux.

Dates clé à retenir: Journée de la robe rouge (5 mai), Journée nationale de vérité et réconciliation (30 septembre), Journée nationale des Autochtones (21 juin) et Jour du Traité (1<sup>er</sup> octobre).

En solidarité,

Mary Guptill  
Première Nation Sipene'katik Mi'kmaq  
Section locale 1418

## **References**

Civilian Review and Complaints Commission for the RCMP. (2023). Public complaints and systemic racism in policing.

National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls. (2019). Reclaiming power and place: The final report.

Truth and Reconciliation Commission of Canada. (2015). Calls to Action.

Palmer, P. (2020). Policing Indigenous peoples and systemic racism in Canada.